



Bulletin Quotidien

n° 06 le 16 novembre 2025

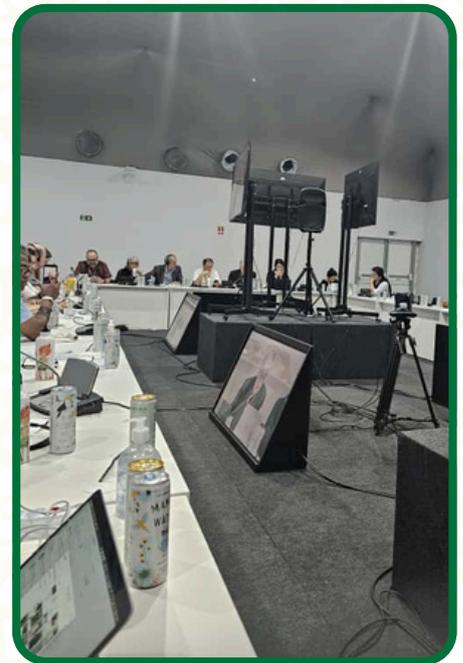
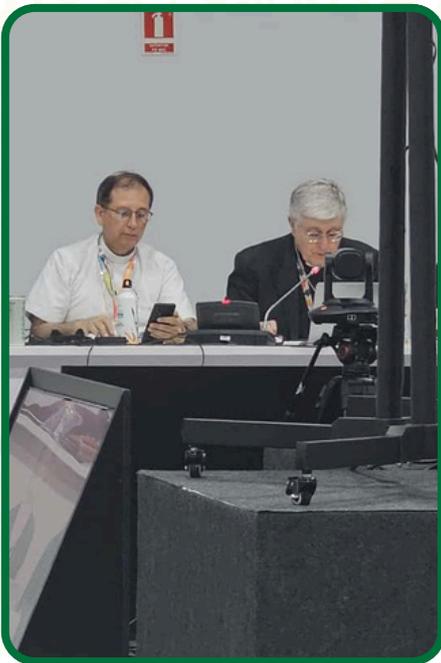
UNITED NATIONS CLIMATE CHANGE CONFERENCE

COP30 AMAZÔNIA

CUIDAR DO PLANETA PARA O FUTURO DA HUMANIDADE

BELÉM • BRASIL • 2025

La Deuxième Réunion de la NCCEA avec la Délégation du Saint-Siège à la COP30



Les acteurs catholiques à la COP30 se sont réunis pour la deuxième réunion de la NCCEA avec la Délégation du Saint-Siège à la COP30, réaffirmant leur engagement envers l'action climatique avec une attention particulière portée à l'éducation, à l'inclusion du genre et à la protection des communautés vulnérables. La réunion était dirigée par l'Archevêque Giambattista Diquattro, Nonce Apostolique au Brésil et chef de la délégation du Saint-Siège, ainsi que par le Dr Paolo Conversi, nouvellement nommé point focal national.

Le Saint-Siège a souligné que l'action climatique doit être ancrée dans la dignité humaine et la justice sociale, avec l'éducation comme pilier central du Programme de Travail pour la Transition Juste. Les participants ont insisté sur le fait que les étudiants doivent apprendre dans des institutions ancrées dans l'éthique, inclusives et responsables envers l'environnement. Ils ont également évoqué l'éducation au-delà des salles de classe, se référant au Pacte Éducatif Global du Pape François, qui promeut une formation communautaire fondée sur les valeurs.

Un deuxième projet de la proposition sur la Transition Juste mettrait en avant cinq domaines clés, donnant la priorité à l'éducation, au leadership des femmes et à la protection de la limite de 1,5°C de réchauffement climatique. Les intervenants ont souligné que l'autonomisation des femmes est non négociable, appelant à la mise en œuvre complète du Plan d'Action Genre, tout en rappelant de reconnaître les défis sociaux et les responsabilités auxquelles elles sont confrontées.

Les discussions ont également porté sur les conversations mondiales en cours concernant l'annulation de la dette et le lien entre dette écologique et dette financière, en particulier pour les communautés souffrant le plus des effets du changement climatique. La délégation a rappelé les engagements climatiques de l'État de la Cité du Vatican, y compris un objectif de réduction des émissions de 28% d'ici 2030, ainsi que des efforts de longue date pour atteindre la neutralité climatique.

Pour mesurer les progrès, les membres ont demandé des indicateurs clairs centrés sur le bien-être humain, particulièrement pour les peuples autochtones, les femmes et d'autres groupes vulnérables. Ils ont appelé à l'utilisation responsable de la technologie et à de meilleures stratégies de communication afin que les communautés puissent comprendre et agir sur les données climatiques.

Six sous-groupes thématiques créés précédemment — Transition Juste, Bilan Mondial, Éducation, Pertes et Préjudices, Objectif Mondial d'Adaptation et Agriculture, Article 6, et Financement Climatique — se réuniront dans la semaine à venir, et l'ensemble du groupe se réunira de nouveau le jeudi 20 novembre pour revoir les prochaines étapes et les responsabilités de leadership.

Les participants ont convenu que les travaux futurs doivent clarifier :

- l'état des négociations sur l'allègement de la dette
- une feuille de route éducative complète incluant les piliers formels, informels et communautaires
- un système équitable de rapport et de communication utilisant une technologie éthique

La délégation du Saint-Siège a réaffirmé que leur mission reste ancrée dans les droits humains, la responsabilité morale et le soin de notre maison commune, s'engageant à passer du dialogue vers une action concrète.



Le Sommet Climatique Entre dans une Deuxième Semaine Cruciale alors que les Tensions Montent face à la Lenteur des Progrès

La première semaine de la conférence climatique des Nations Unies s'est terminée par une frustration croissante, car les pays n'ont pas réussi à parvenir à un accord sur plusieurs questions cruciales, amenant de nombreux délégués à avertir que le temps manque pour empêcher un changement climatique catastrophique.

Une Nouvelle Stratégie pour Briser l'Impasse

Le Président de la Conférence, André Corrêa do Lago, a annoncé une approche restructurée pour la deuxième semaine, organisant les négociations en trois voies parallèles :

1. Discussions politiques de haut niveau où les ministres gouvernementaux abordent les plus grands désaccords
2. Discussions techniques où des experts finalisent le langage détaillé et les textes juridiques
3. Consultations menées par la Présidence pour aider à combler les écarts entre les positions opposées

Une session spéciale intensive de négociation — appelée « Mutirão » (un terme brésilien signifiant effort collectif) — réunira les ministres et les chefs de délégation au début de la deuxième semaine pour tenter de débloquer les questions en suspens.

Les Grandes Batailles en Cours :

▪ Réduction des Émissions (Atténuation)

Les pays sont profondément divisés sur la rapidité avec laquelle les émissions de gaz à effet de serre doivent chuter et sur le niveau d'ambition des plans climatiques nationaux. Les petits États insulaires et les nations africaines poussent pour des engagements plus ambitieux afin de maintenir le réchauffement climatique sous le seuil critique de 1,5°C jugé nécessaire par les scientifiques pour éviter les impacts climatiques les plus graves.

De nombreux pays vulnérables veulent des plans plus clairs pour éliminer progressivement les combustibles fossiles et mettre fin aux subventions néfastes soutenant le charbon, le pétrole et le gaz. Cependant, certaines grandes économies résistent à l'adoption d'un langage visant des secteurs énergétiques spécifiques.

▪ Le Bilan Mondial (GST)

Considérez le GST comme le « bulletin climatique » mondial — une évaluation visant à déterminer si les pays font suffisamment en s'appuyant sur les données scientifiques les plus récentes. La question maintenant est : que faire de ces résultats ?

L'Union européenne, les États insulaires et de nombreux pays en développement souhaitent que les résultats du bilan orientent directement des plans nationaux plus ambitieux et créent des engagements contraignants pour une action plus rapide. D'autres préfèrent un langage plus souple et volontaire permettant davantage de flexibilité.

▪ **Transition Juste**

Les négociateurs cherchent à savoir comment se diriger vers des sources d'énergie plus propres et des économies vertes sans abandonner les travailleurs, les communautés et les nations les plus pauvres. Cela va bien au-delà de la fermeture de mines de charbon ou de l'arrêt de la production pétrolière — cela nécessite des programmes de reconversion professionnelle, de nouvelles opportunités d'emploi et un soutien aux communautés affectées.

Les pays en développement soulignent que les plans de transition juste sont vides de sens sans un réel soutien financier, un transfert de technologie et le renforcement des capacités. Ils demandent des garanties afin de ne pas faire face à de nouvelles réglementations environnementales sans les ressources nécessaires pour les respecter.

▪ **Financement Climatique : le Principal Point d'Achoppement**

L'argent demeure l'enjeu le plus controversé. Les nations en développement affirment qu'elles ne peuvent réduire les émissions, s'adapter aux impacts climatiques ou se remettre des catastrophes sans un soutien financier fiable et prévisible provenant des pays riches — qui sont historiquement les plus responsables des émissions.

La frustration a atteint un sommet lorsqu'une importante conférence de promesses de financement pour le Fonds pour l'Environnement Mondial a été annulée faute d'intérêt de la part des pays donateurs. Cela a suscité de sérieuses questions sur l'engagement réel des nations riches.

Les pays exigent :

- Un triplement du financement pour l'adaptation afin d'aider les communautés à se préparer à l'aggravation des sécheresses, inondations et tempêtes
- Un accès plus facile aux fonds climatiques, en particulier pour les nations les plus pauvres
- Des options d'allègement de la dette afin que les pays ne soient pas forcés de choisir entre le remboursement des prêts et l'action climatique
- Une transparence accrue concernant qui contribue et combien
- Un système financier mondial plus équitable qui redirige les capitaux des industries polluantes vers des solutions climatiques

Les intervenants lors d'un événement financier de haut niveau ont souligné que l'argent existe — il doit simplement être redirigé de ce qui détruit la planète vers ce qui la protège.

▪ **Technologie et Recherche**

Les discussions visant à aider les pays en développement à accéder aux technologies favorables au climat — telles que les systèmes d'énergie renouvelable, les outils d'alerte précoce pour événements météorologiques extrêmes et les cultures résistantes à la sécheresse — se sont complètement retrouvées dans l'impasse. Ces discussions se poursuivront l'année prochaine, suscitant de graves inquiétudes quant aux retards dans les solutions nécessaires aux communautés les plus vulnérables.

Entre-temps, de nombreux pays ont exprimé leur déception du fait que les récentes alertes scientifiques et les records d'événements climatiques extrêmes n'aient pas été correctement reflétés dans les textes de négociation. Ils ont fait valoir que la science est claire et urgente, mais que la politique avance trop lentement.

▪ **Égalité des Genres**

Les négociations sur la question du genre restent non résolues, certains pays mettant en garde contre l'affaiblissement des engagements antérieurs concernant le leadership des femmes et leur participation égale à la prise de décision et à l'action climatique. Le débat reflète des tensions plus larges autour du renforcement ou du recul des accords existants.

Ce que Demandent les Pays Vulnérables

Les nations les plus vulnérables — y compris les petits États insulaires, les pays les moins avancés et les pays africains — sont unies autour de plusieurs exigences clés :

- Des objectifs plus ambitieux de réduction des émissions d'ici 2030 de la part des grands pays pollueurs et des nations riches
- Une feuille de route concrète pour mettre fin à la déforestation d'ici 2030
- Un soutien réel à la mise en œuvre — pas seulement des promesses sur le papier
- La reconnaissance de l'urgence — les impacts climatiques se produisent maintenant, pas dans un avenir lointain
- Une équité financière — reconnaître que ceux qui ont le moins contribué au problème ont le plus besoin de soutien

La Voie à Suivre

Alors que les négociations entrent dans leur deuxième semaine cruciale, l'atmosphère est tendue mais déterminée. Les experts techniques travailleront à finaliser les projets d'accord, tandis que les ministres chercheront des compromis politiques.

Le Directeur Exécutif de l'ONU pour le Climat, Simon Stiell, a appelé les négociateurs à être créatifs et flexibles :

"Retrouvez-vous dans les couloirs. Rencontrez-vous de manière informelle. Soyez prêts à concéder un peu pour gagner beaucoup."

Son message est clair : l'enjeu est trop important pour continuer comme d'habitude. Des vies, des communautés et des futurs dépendent de ce qui se décide dans ces salles de négociation.

La question maintenant est de savoir si les pays peuvent aller au-delà de la défense de leurs positions pour trouver un terrain d'entente — et si le monde obtiendra l'action climatique ambitieuse dont il a désespérément besoin, ou simplement une autre série de promesses vagues.

Le monde observe — et attend des actions, pas seulement des mots.

Les Négociateurs Sur le Climat Réalisent Quelques Progrès sur l'Agriculture et la Sécurité Alimentaire, mais Plus de Travail est Nécessaire

Les négociateurs ont discuté de la manière de mieux relier l'action climatique avec l'agriculture et la sécurité alimentaire — un sujet majeur de préoccupation pour des millions de personnes dans le monde. Selon le rapport de la session, les pays ont réalisé quelques progrès, mais les discussions n'ont pas été achevées et davantage de temps est nécessaire. Les délégués ont examiné les résultats du premier atelier tenu dans le cadre du Programme Conjoint de Sharm el-Sheikh, qui se concentre sur l'agriculture compatible avec le climat et les façons de sécuriser les systèmes alimentaires — de la ferme au marché — tout en protégeant les populations de la faim et des chocs climatiques. L'atelier a souligné la nécessité d'approches holistiques et coordonnées, ce qui signifie que l'agriculture, les politiques climatiques, les chaînes d'approvisionnement alimentaires et les plans de développement nationaux doivent être liés plutôt que traités séparément.

Les négociateurs ont convenu que la coopération entre les pays est essentielle pour faire face aux menaces climatiques telles que la sécheresse, les inondations, les parasites et la hausse du prix des aliments. Ils ont également réaffirmé que l'agriculture et les systèmes alimentaires doivent faire partie intégrante de l'action climatique, et ne doivent pas être exclus ou retardés.

Étant donné que les discussions n'ont pas été conclues, les gouvernements poursuivront les discussions l'année prochaine en juin 2026 à la SB 64, en utilisant le texte actuel comme point de départ.



LES DÉBATS SCIENTIFIQUES S'INTENSIFIENT À LA COP30

Les négociations sur la recherche et l'observation scientifique ont pris fin dans la déception, plusieurs pays s'étant opposés au texte final car il ne reconnaissait pas clairement le Groupe d'Experts Intergouvernemental sur l'Évolution du Climat (GIEC) comme la meilleure source mondiale de science climatique fiable. Le Bangladesh, l'Australie, le Canada, la Nouvelle-Zélande et le Royaume-Uni ont averti que l'affaiblissement des références scientifiques compromet la vérité, l'urgence et une prise de décision éclairée, surtout dans ce que les dirigeants appellent la « COP de la vérité ». Pendant ce temps, le Groupe Arabe a souligné que la science solide doit être accompagnée d'un financement climatique réel, rappelant aux négociateurs que les nations en développement ne peuvent pas agir sans soutien.



PLÉNIÈRE DE BILAN



À la fin de la première semaine de la COP, la plénière de bilan a examiné les progrès et défini la direction pour la deuxième semaine. Le Président de la COP30 a indiqué que les consultations concernant le commerce, le financement climatique, le maintien de l'objectif de 1,5°C et le reporting des émissions ont été productives et riches en nouvelles idées. Une note de synthèse sera publiée pour guider la prochaine phase des discussions, et une réunion ministérielle de haut niveau aura lieu au début de la semaine prochaine afin de rechercher des orientations politiques et de favoriser la convergence. En raison du temps limité, aucune déclaration nationale n'a été autorisée, et le message est désormais de passer du mode discussion au mode réelle négociation.

Des Milliers de Personnes Descendent dans les Rues de Belém : la Société Civile Exige une Action Climatique Réelle

Pour la première fois depuis 2020, les militants pour le climat ont pu manifester à l'extérieur d'une conférence climatique des Nations Unies le samedi 15 novembre, alors que des milliers de personnes ont envahi les rues de Belém demandant aux dirigeants mondiaux d'aller au-delà des négociations pour une véritable action en faveur de la justice climatique et des droits territoriaux.

La « Grande Marche Populaire » marque un moment important : les trois dernières conférences climatiques — en Égypte (COP27), aux Émirats Arabes Unis (COP28) et en Azerbaïdjan (COP29) — avaient totalement interdit les manifestations publiques. Les gouvernements hôtes autoritaires ont réduit au silence les voix de la société civile précisément au moment où elles avaient le plus besoin d'être entendues.

La manifestation du samedi fut bien plus qu'un simple mouvement de protestation — ce fut une reprise d'espace pour celles et ceux les plus affectés par le changement climatique mais les moins représentés dans les salles de négociation.

Tout au long de la première semaine de la COP30, les peuples autochtones ont mené les actions les plus puissantes : une flottille naviguant sur le fleuve Amazone mercredi, un blocage du centre de conférence vendredi, et la marche massive samedi.



Ce que Demande la Société Civile

Au-delà de la manifestation, la marche portait des revendications concrètes :

- Protection territoriale réelle — les droits fonciers autochtones sont une action climatique
 - Justice climatique, pas capitalisme climatique — pas de fausses solutions ni d'écoblanchiment
 - Mettre fin à l'expansion des combustibles fossiles — aucun nouveau projet de charbon, de pétrole ou de gaz
 - Responsabilité des dirigeants — faire correspondre les paroles et les actes
 - Justice intersectionnelle — la justice climatique, raciale, économique et territoriale sont indissociables
- Après quatre années d'exclusion, le retour de la société civile dans la rue envoie un message puissant aux négociateurs entrant dans la deuxième semaine cruciale de la COP30 : les communautés n'accepteront pas une nouvelle série de promesses non tenues.

La marche n'était pas seulement une protestation — c'était une déclaration selon laquelle, pendant que les gouvernements débattent, les communautés protègent déjà les forêts, défendent les territoires et construisent des solutions réelles.

Une bannière l'a résumé parfaitement :

« La forêt n'est pas négociable. Notre avenir n'est pas négociable. Agissez maintenant. »

La question maintenant est de savoir si les dirigeants à l'intérieur de la conférence égaleront le courage et l'urgence de ceux à l'extérieur — ou si la société civile devra une fois de plus faire le véritable travail de l'action climatique pendant que les gouvernements se contentent de parler.



Avec l'actuelle présidente de la Conférence des Religieux du Brésil (CRB), **Sœur Maria do Disterro Rocha Santos**, de la Congrégation des Filles du Cœur Immaculé de Marie (Cordimarianas), à la marche.

